



SOCIÉTÉ DU GRAND PARIS : PETITS ARRANGEMENTS ENTRE AMIS

Le Président du conseil de surveillance de la Société du Grand Paris sera désigné demain. Ce qui devait être l'acte de naissance d'un nouveau projet métropolitain pour l'Île-de-France ne sera finalement qu'un symbole supplémentaire de la dérive du système Sarkozy.

Le projet d'aménagement de la métropole francilienne constitue un enjeu majeur pour les populations, pour leurs conditions de vie. Nous, Présidents de Conseils généraux, n'avons eu de cesse de dénoncer depuis des mois l'insuffisance de concertation, voire l'opacité, dans laquelle les projets du gouvernement étaient établis. Alors que nous défendons un projet permettant de réduire les inégalités sociales et territoriales en Île-de-France, le projet concocté par le gouvernement renforce ces inégalités et exclut la Grande Couronne.

Cela, Présidents de Conseils généraux, nous n'avons eu de cesse de le dénoncer.

La mascarade qui se prépare pour l'élection du Président du Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris ne permettra en aucune manière de remettre les choses à l'endroit.

Là où nous espérions une remise à plat du dossier, nous nous retrouvons à élire dans l'urgence et en catimini, au cœur de l'été, un président pour la SGP.

Là où il y a quelques semaines encore, on nous promettait une dotation financière, de l'ordre de 4 milliards d'euros pour la SGP, on ne trouve aujourd'hui plus rien.

Là où nos concitoyens attendent des gestes forts pour contribuer à corriger les inégalités sociales et territoriales, le gouvernement s'empresse de livrer la région capitale aux promoteurs.

Sans concertation, dépouillée de tout financement, l'objet véritable de la SGP devient une évidence. Il ne s'agit plus désormais que d'offrir un bâton de maréchal au maire d'Issy-les-Moulineaux et un terrain d'atterrissage parlementaire au porte-parole de l'UMP.

La tourmente des "affaires" n'aura donc pas servi de leçon au Président de la République. Une fois de plus, il utilise les moyens de la République pour servir son camp et ses amis. Demain, fait incroyable, les fonctionnaires membres du conseil de surveillance de la SGP s'appêtent à participer à la désignation d'un élu de droite, nommé par le pouvoir, face à un candidat de gauche, Christian Favier, porté par les Conseils généraux de la Seine-et-Marne, de l'Essonne, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise. Le scandale de l'EPAD et du fils du Président se reproduit avec la SGP et l'ami du Président. C'est l'idée même d'un Etat impartial qui est bafouée ! Nous ne pouvons l'accepter !

Cela, nous, Présidents de Conseils généraux de la région francilienne, nous entendons le dénoncer demain avec énergie. Nos concitoyens expriment des attentes légitimes et urgentes, notamment en matière de transports et de logement. Nous entendons peser de tout notre poids pour que ces attentes trouvent enfin une réponse.

Contacts presse :

Conseil général de Seine-et-Marne : Nadia Deghirmendjian (01 64 14 71 15 / 06 74 53 66 15)

Conseil général de l'Essonne : Mélanie Duclos (01 60 91 91 20 / 06 83 98 26 65)

Conseil général de Seine-Saint-Denis : Marianne Zalc (06 31 49 51 10)

Conseil général du Val-de-Marne : Jean-Pierre Delahaye (01 43 93 77 87 / 06 12 88 18 51)

Conseil général du Val-d'Oise : Laurence Dicko (06 34 25 34 14 / 06 78 17 84 07)